



LA PARTICIPATION DES PREMIERES DAMES AU JEU POLITIQUE EN AFRIQUE

Hilaire De Prince POKAM

Docteur en Science Politique de l'Université de Paris X-Nanterre
Enseignant à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques Université de Dschang
(Cameroun)

Mars 2006

Pendant des millénaires, les femmes ont occupé une place de strapontin dans l'Histoire. Dans le domaine politique, peu d'entre elles ont atteint au cours des siècles, les sommets de la célébrité. Mais de plus en plus, elles investissent le champ de la politique notamment en Afrique et ailleurs où une politique dite des quotas leur permet d'acquérir une parcelle du pouvoir en principe dominé par les hommes. Quant aux femmes des chefs d'Etat, leur rôle dans le jeu politique est loin d'être prédéfini ; car, à notre connaissance, il n'est codifié dans aucun pays. Si pour certains époux, elles doivent rester à l'écart, comme le conseillait Georges Pompidou en 1969¹, pour d'autres, il faut qu'elles soient dans leur sillage, au service de leurs intérêts et de leur carrière. Ceci devient monnaie courante dans la plupart des pays développés² et semble fréquent dans certains pays africains. Cette nouvelle posture permet à certaines d'entre elles d'aller plus loin en se construisant des carrières et des ressources propres afin de participer au jeu politique au lieu de seconder simplement leurs conjoints.

Mais comment n'étant pas élues (comme leurs époux à la tête de l'Etat), parviennent-elles à participer au jeu politique de leurs pays? Pour trouver une réponse idoine à cette question, nous avons replacé les premières dames africaines parmi les réseaux en les reformulant conformément à la grammaire de l'espace politique où elles interviennent et à leur position en son sein. Nous avons également pris en considération leur situation avant l'arrivée de leurs époux au pouvoir, pendant l'exercice du pouvoir et enfin après la perte de ce pouvoir, pour mieux cerner les multiples facettes de leurs actions politiques. Car toutes ces phases semblent surtout liées au destin politique de leurs époux.

Cette perspective suggère qu'en dehors des normes juridiques, la pratique nous renseigne que si certaines premières dames africaines se contentent toujours d'activités caritatives apparemment apolitiques et parfois énoncées comme telles, aujourd'hui d'autres s'impliquent davantage dans la vie politique de leurs pays. Ne souhaitant plus être simplement des portedrapeaux, la plupart des premières dames situent d'emblée leurs actions et interactions dans un marché politique en situation de concurrence où l'enjeu est la conquête ou la conservation du pouvoir. Leurs actions et interactions constituent donc des ressources répondant à ce double enjeu. Elles deviennent d'une part des acteurs politiques par procuration car leurs activités sociales contribuent à humaniser l'image de leurs époux, d'autre part des acteurs politiques confirmés, partenaires de leurs conjoints dans le jeu pour la conquête et/ou la conservation du pouvoir.

¹ Le Président Pompidou déclarait en effet que : "je trouve peu convenable et épuisant pour une femme de participer à une campagne présidentielle... Pour moi, ma femme, c'est extraordinairement important. Et je souhaite que ce soit la même chose pour tous les maris", cité par Roger-Gérard Schartzberg, *L'Etat spectacle. Essai sur et contre le Star System en politique*, Paris, Flammarion, 1977, p. 105.

² Pour quelques exemples de mise en vedette de premières dames dans les pays développés, voir *Le Nouvel Observateur* du 7-11 novembre 2002, pp. 4-13 et surtout Mariette Sineau, *Profession : femmes politiques*, Paris, PFNSP, 2001.



I – L'HUMANISATION DE L'IMAGE DE LEURS EPOUX PAR DES ŒUVRES SOCIALES

L'image maternelle est l'antithèse de l'image paternelle. Le modèle paternel, c'est le modèle mâliste. Il valorise les qualités viriles : l'autorité, l'énergie, l'affirmation agressive de soi. Le modèle père décide, tranche, interdit. Au contraire, note Gérard Mendel, "l'élan libidinal vers la mère, considérée comme la source de la vie, d'amour, de chaleur, de nourriture, de satisfactions sensorielles diverses et la réponse gratifiante de la mère à ces besoins, désirs sont intériorisés, personnifiés et unifiés dans l'Inconscient en une image de la Mère bonne"³. C'est bel et bien cette dernière image que la plupart des premières dames africaines, contrairement au caractère de certains de leurs conjoints, inculquent à leurs concitoyens par leurs œuvres caritatives apparemment neutres qui dissimulent mal leur dessein politique, car elles sont politisées et converties en ressources politiques.

A – Exercice des activités caritatives apparemment neutres

Individuellement, la plupart des premières dames mènent des activités dans le domaine social en créant des institutions de bienfaisance (fondations⁴, centres et associations à caractère humanitaire). La majorité d'entre elles se limitent à quelques institutions, alors que quelques unes à l'instar de Janet Museveni en Ouganda, brillent par la pléthore de leurs associations qui s'occupent principalement de la couche la plus vulnérable de la société (femmes et enfants)⁵. Elles se livrent également à des activités de terrain en faveur des déshérités, à l'instar de Henriette Konan Bedié qui s'occupe des plus démunis et de l'alphabétisation des filles. Multilatéralement, certaines d'entre elles organisent avec leurs homologues, des rencontres (tel que le sommet mondial pour la promotion économique des femmes⁶ et la première conférence de Synergies africaines contre le sida et les souffrances⁷) pour la promotion de la femme ou la lutte contre le sida. D'autres exploitent des rencontres organisées par leurs époux (tels que les sommets franco-africains) pour mener leurs activités avec leurs homologues, telle que la lutte contre le sida⁸. Sur le plan bilatéral, les visites officielles entre chefs d'Etat, permettent parfois à leurs épouses de se rencontrer. Cependant, une première dame peut rendre visite à son homologue sans son époux. C'est par exemple le cas de plusieurs épouses de chefs d'Etat venues en pèlerinage à Lagos et plus tard à Abuja pour apprendre comment Maryam Babangida rendait leur position moins

³ Schartzenberg (R-G), op. cit., p. 90.

⁴ Les épouses de chefs d'Etat occidentaux le font également. Par exemple, Danielle Mitterand a créé la fondation "France Liberté" très active dans le domaine des droits de l'homme.

⁵ Janet Museveni a créé près de huit associations caritatives dans son pays, parmi lesquelles : National Strategy for Advancement of Rural Women in Uganda (NSARWU), Uganda Youth Forum, Women International Maternity Aid (WIMA), Safe Motherhood Strategy, Family Planning Association of Uganda, Uganda Girl Guides Association.

⁶ Le premier sommet mondial pour la promotion économique des femmes rurales pauvres s'est tenu en février 1992 à Genève pour sortir ces femmes de la misère. Y participaient Elisabeth Diouf, Edith Bongo, Myriam Babangida, Nana Rawlings et Mme De Klerk.

⁷ Sept premières dames ont participé à cette conférence : Chantal Biya du Cameroun, Ana Paula Dos Santos d'Angola, Marguerite Kerekou du Bénin, Zina Wazina Deby du Tchad, Chantal Compaore du Burkina Faso, Henriette Conte de Guinée et Laraba Tandja du Niger. Aussi étaient représentées les premières dames d'Afrique du Sud, de Namibie, du Sénégal, du Mali, de l'Ouganda, du Libéria, du Maroc, de l'Ile Maurice, du Togo, de l'Egypte, du Soudan, de la République Centrafricaine et de la Guinée Equatoriale.

⁸ En marge du 21^e sommet franco-africain tenu à Yaoundé en janvier 2001, les conjointes des chefs d'Etat présents, ainsi que l'épouse du Secrétaire Général de l'ONU, ont adopté une déclaration dite « Déclaration de Yaoundé » contenant des résolutions et recommandations sur les voies et moyens de s'impliquer davantage dans la lutte contre le sida.



cérémonieuse et plus significative⁹. Ces rencontres semblent enrichissantes dans la mesure où elles favorisent aussi les échanges de points de vue sur les actions menées¹⁰.

Assurément, les actions des premières dames leur permettent d'être connues au fur et à mesure qu'elles apparaissent à la télévision ou lors des meetings politiques. Mais en termes de délivrance des biens, elles ont parfois un goût d'inachevé. D'abord, le financement de leurs activités est critiqué sous prétexte qu'il provient des fonds de l'Etat tant au Nigéria qu'en Côte-d'Ivoire¹¹. Ensuite l'efficacité de ces activités est remise en cause comme au Mozambique et en Ouganda. Au Mozambique, les militantes féministes reprochaient à Garça Machel, veuve du premier président mozambicain et aujourd'hui épouse de Nelson Mandela, de ne pas avoir utilisé ses relations pour faire avancer la condition féminine¹². En Ouganda, Janet Museveni est très impliquée dans la campagne de VIH/SIDA depuis les années 1990. Son action est actuellement au centre d'une polémique depuis que son ONG est financée par les Etats-Unis à travers l'USAID. Car elle a adopté la politique américaine en matière de lutte contre la pandémie, politique dominée par les néo-conservateurs qui prônent l'abstinence et le non usage des préservatifs que ne partage pas l'OMS.¹³ Depuis que ce mot d'ordre est devenu la politique gouvernementale et a remplacé les audacieuses campagnes de prévention, le sida sévit à nouveau. Face à cette situation, la première dame ougandaise, une adepte des Eglises du réveil, prend Dieu à témoin en toute occasion¹⁴. Quant au financement public des activités, Mme Babanguida rétorqua que son association avait un auto-financement alors que le secrétaire général de « Servir » de Mme Bedie qualifia cette critique de pure calomnie¹⁵.

B – Politisation et conversion en capital politique des œuvres caritatives

Malgré tout, l'usage que font les premières dames de leurs activités sociales laisse apparaître le caractère politique à peine dissimulé des œuvres caritatives. Car leurs actions sociales leur confèrent des dispositions d'humanité qui confortent leur position et celle de leurs époux dans le champ politique. C'est ce qui explique la politisation et la conversion des œuvres caritatives en capital politique.

En effet, la genèse de certaines associations ainsi que l'intensification de certaines activités sociales par la plupart des premières dames s'inscrivent dans des contextes de luttes politiques et constituent le plus souvent des stratégies de renforcement du camp présidentiel par rapport à celui de l'opposition. La dénomination de certaines associations constitue un hommage à l'époux. C'est le cas par exemple de celle de Nana Rawlings au Ghana¹⁶. C'est l'une des raisons pour lesquelles, étant perçue comme l'arme secrète de J.J Rawlings, la première dame était l'une

⁹ Pat Williams, « State, women and democratization in Africa : the Nigerian experience », dans Okwudiba Nnoli, *Government and politics in Africa*, Harare, AAPS Books, 2000, p. 688.

¹⁰ C'est ce que déclare par exemple Chantal Biya dans *Divas* n°21 septembre 2001, p. 36.

¹¹ Au Nigéria, l'avocat Gani Fawehinmi protesta à propos du financement de l'association de Mme Babanguida, en déclarant qu'étant donné que la première dame n'a pas de position constitutionnelle, elle n'a pas le droit d'accéder à la trésorerie nationale. En Côte-d'Ivoire, l'association « Servir » d'Henriette Konan Bedie a aussi été accusée de recevoir clandestinement des fonds de l'Etat.

¹² *Courrier International* n°408 du 27 août au 2 septembre 1998, p. 24.

¹³ « Uganda Condom Crisis: Basic Facts », HealthGap, Août 2005.

¹⁴ *Jeune Afrique* n°2356, du 5 au 11 mars 2006, p. 88.

¹⁵ *Jeune Afrique* n°1991 du 9 au 15 mars 1999, p. 20.

¹⁶ Contrairement à la plupart des premières dames, Nana Rawlings ne possède pas de fondation et n'a pas versé dans le registre des œuvres humanitaires. Elle s'occupe du « Mouvement des femmes du 31 décembre MDF » (« 31 December Women's Movement » créé en 1982. Cette date du 31 décembre n'est pas politiquement neutre car elle se réfère au retour de son époux au pouvoir le 31 décembre 1981.



des cibles privilégiées de l'opposition qui croyait déceler en elle des ambitions personnelles¹⁷. L'intensification des activités des associations accentue également leur politisation. Car elles sont parfois prises en compte par certains acteurs politiques dominants (participation aux activités¹⁸ ou leur financement¹⁹), bénéficient dans certains pays des structures de l'Etat (médias et structures hospitalières²⁰).

Certaines premières dames africaines prennent en main le volet social de l'action politique menée par leur époux. Leurs actions dans le champ social portent sur des problèmes d'actualité tels que la pauvreté, les droits des femmes et le sida. Elles se font d'ailleurs considérer ou percevoir comme "Mères de la Nation" par opposition à leurs conjoints appelés fréquemment "Pères de la Nation". Leurs activités ne sont en fait que la continuation de la politique de leurs époux par d'autres moyens. On comprend pourquoi au Cameroun, Chantal Biya inscrit son action dans le sillage de son époux²¹ comme Adame Ba Konaré au Mali²².

La fonction ludique n'est qu'une suite logique. Car les œuvres sociales donnent lieu parfois à des manifestations qui permettent à l'Etat d'exercer ses "fonctions ludiques". Les manifestations procurent un spectacle, une fête, un jeu. Ces entreprises de diversion sont en fin de compte des activités politiques. Elles constituent des formes nouvelles et spectaculaires du travail politique, redéfinissant une autre manière de faire de la politique. Elles contribuent à la conquête par ricochet de l'électorat en faveur des époux dont elles permettent de vendre l'image sur le marché électoral, politique. Les actions sont aussi un travail de proximité à forte coloration politique, ce que Pierre Bourdieu appelle « les stratégies de condescendance »²³. Car comme pour tout acteur politique, la logique est d'adopter une stratégie de séduction tous azimuts. Pour y

¹⁷ Alexandra Sage, « Premières dames et first ladies : la femme du chef est-elle chef ? », dans *Afrique Politique*, Bordeaux, CEAN, 1998, p. 54.

¹⁸ Au cours de leurs activités, certaines premières dames sont souvent assistées par des membres du gouvernement, du parlement, du parti présidentiel, des hommes d'affaires influents et des diplomates. C'est le cas par exemple au Cameroun, au Congo et en Côte-d'Ivoire. Pour le cas de la Côte-d'Ivoire, lire par exemple *Jeune Afrique* n°1991 du 9 au 15 mars 1999, p. 19. Pour le cas du Cameroun, lire par exemple, *Le Messager* n°1289 du 12-11-2001, p. 3.

¹⁹ Un centre scolaire a été construit sous la bannière de l'association de Mme Konan Bédié grâce à des contributions du Ministère de l'Education nationale, de la Coopération française et du Fonds de développement de la formation professionnelle. Le chef de l'Etat accorda lui-même un don de 15 millions de FCFA à l'« Association Servir » en 1996 lors de son premier gala de bienfaisance, voir *Jeune Afrique* n°1991 du 9 au 15 mars 1999, p. 20. Au Nigeria également, la « National Commission for Women » (NCW) de Myriam Babangida a été financée par le Gouvernement (par exemple les dons du Ministère des Affaires extérieures d'une valeur de 50,000 US dollars). De même pour le sommet régional des épouses de chefs d'Etat Ouest-africains organisé par Mme Sani Abacha, le Gouvernement fédéral nigérian lui a-t-il apporté un important soutien financier. Voir interview de Mme Abacha dans *Jeune Afrique* n°1899, du 28 mai au 3 juin 1997, p. 22.

²⁰ En Côte-d'Ivoire par exemple, le centre de santé de Henriette Konan Bédié était rattaché au Ministère de la Santé et des Affaires sociales.

²¹ Elle déclara en 2001 que : « j'inscris mes activités auprès de mon époux comme un appoint à la lourde et exaltante tâche qui est la sienne. Etre première dame en Afrique est assimilé à (...) assister moralement et psychologiquement votre époux », cité par *Divas* n°21 septembre 2001, p. 42. A la veille de l'élection présidentielle de 2004, elle était encore plus précise : « Il convient justement de préciser que c'est mon mari qui est le président candidat et que c'est lui qui définit la politique de la nation. Quant à moi, je m'investis dans les œuvres caritatives et humanitaires. Par ce biais, je crois que j'aide aussi un peu le président dans la matérialisation de sa politique de lutte contre la pauvreté et les souffrances », cité par *Divas* n°49, octobre 2004, p. 49.

²² *L'autre Afrique* n°100 du 13 au 26 octobre 1999, p. 26.

²³ Ce sont "les stratégies par lesquelles des agents occupant une position supérieure dans une des hiérarchies de l'espace objectif nient symboliquement la distance sociale qui ne cesse pas pour autant d'exister, s'assurant ainsi les profits de la reconnaissance accordée à une dénégation purement symbolique de la distance (...)", Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Les éditions de Minuit, 1987, p. 152.



parvenir, elles tentent de devenir des femmes ordinaires pour plaire. Elisabeth Diouf par exemple, trouve des affinités entre elle et les femmes rurales du Sénégal²⁴. Elles deviennent des femmes qui peuvent servir de modèle au public, car elles deviennent un exemple de comportement. Cessant de paraître inaccessibles, elles représentent ce que chacun voudrait être, l'idéal à atteindre. L'acteur devient comme nous. Il nous représente. Au double sens du terme, qui évoque et la représentation d'un spectacle (donnée par un acteur) et le mandat représentatif (exercé par un politicien). Elles jouent à la femme ordinaire sans être une femme ordinaire, pour se rapprocher des citoyens ordinaires; elles jouent à la femme du peuple afin d'être capable de comprendre les besoins des gens ordinaires. Elles projettent une image ordinaire avec un statut extraordinaire. Le choix d'une telle stratégie politique est mûrement réfléchi. Gagner la confiance des femmes peut se révéler très payant à terme surtout parce que la population féminine est plus nombreuse et a la réputation d'être moins politisée. Celui ou celle qui parvient à s'attirer leurs faveurs politiques puise dans un potentiel électoral fort mal utilisé jusqu'ici. C'est bien en usant de cette stratégie que Elisabeth Diouf et Nana Rawlings ont été récompensées, car leurs époux ont pu, à un moment donné, conserver le pouvoir grâce aux votes des femmes²⁵.

Par leurs activités, certaines premières dames – comme Janet Museveni – se construisent également un capital politique. En participant au jeu politique, elles construisent symboliquement et socialement leur position qui n'est pas codifiée car les apparences les servent et elles se servent des apparences. La construction symbolique de la position de première dame est aussi inhérente aux profits multiples que génère cette position. Il peut s'agir des titres (reine²⁶, Docteur *Honoris Causa*²⁷, femme de l'année²⁸) ou des prix²⁹. Dotées de ces attributs distinctifs, elles établissent un ensemble de comportements à observer en leur présence, lesquels tendent à produire leur importance et à maintenir cette position.

Dans l'ensemble, la mission sociale des premières dames qui concerne tous les secteurs que la mondialisation, la dérégulation de l'Etat et la crise économique ont laissé à l'abandon, participe de l'action de leurs époux. Ce faisant, ces dames compensent en quelque sorte les déficits de la politique menée par leurs époux (et leurs gouvernements). Certes, les fondations qu'elles dirigent agissent sur les effets du mal – la souffrance des populations – alors que les causes, dont l'éradication relève de l'Etat, demeurent le plus souvent intactes³⁰. Cependant, la prise en compte du volet social peut être perçue comme une ingérence de celles-ci qui peuvent être accusées de jouer le rôle de ministres des affaires sociales et de la santé bis en supplantant les ministères concernés avec leurs fondations et associations. Elle dénote une certaine démission des pouvoirs publics face à l'une de leurs missions essentielles, la promotion du bien-être collectif. Par delà les activités caritatives, ces dames participent également au jeu politique en s'engageant directement auprès de leurs époux en vue de la conquête et/ou de la conservation du pouvoir.

²⁴ *Jeune Afrique Economie* n°154, avril 1992, p. 26.

²⁵ Williams, op. cit., p. 689.

²⁶ Les chefs traditionnels de la province de l'Ouest au Cameroun ont intronisé Mme Biya « Reine de la province de l'Ouest » lors de sa tournée dans cette région du pays dans le cadre de son association CERAC.

²⁷ Au Nigeria, en décembre 1991, l'Université Nsukka conféra à Mme Babangida le titre de Docteur *Honoris Causa* ainsi que les Universités de Ogun, Port Harcourt et Ogbomosho.

²⁸ Au Nigeria en mars 1990 par exemple, lors d'une foire organisée par son association la BLP, la presse gouvernementale a accordé à Maryam Babangida, le titre de femme de l'année 1989.

²⁹ En 1995, Graça Machel a reçu la Médaille de Nansen pour ses contributions exceptionnelles au nom des enfants de réfugiés et Edith Bongo reçut en 1996, le Prix Elyssa accordé par le « Comité de solidarité, fraternité et tolérance », une organisation basée à Paris, pour son action en faveur de l'enfance.

³⁰ François Soudan, « Du rôle des premières dames », dans *Jeune Afrique* n°2356 du 5 au 11 mars 2006, p. 32.



II – L'ENGAGEMENT DIRECT DANS LE JEU POLITIQUE EN VUE DE LA CONQUÊTE ET/OU LA CONSERVATION DES POSITIONS DE POUVOIR

"Derrière chaque grand homme, il y a une femme". Cet adage semble confirmé dans certains pays africains. Car leurs premières dames y sont des acteurs confirmés du jeu politique. Leur travail politique les convertit en véritables entrepreneurs politiques dans la mesure où elles s'associent à leurs époux pour conquérir ou conserver le pouvoir.

A – L'association à la conquête du pouvoir

Elle se traduit par la participation à la lutte pour l'indépendance, aux campagnes électorales et à la création d'un parti politique. Graça Machel est l'une des figures emblématiques du continent africain non seulement grâce à ses efforts inlassables en faveur des enfants victimes de la guerre, des femmes, de l'éducation et de la reconstruction de son pays natal, mais aussi et surtout pour sa participation à la lutte de libération du Mozambique. Alors qu'elle mène de brillantes études à l'Université de Lisbonne, elle soutient dès 1973, le Front de Libération du Mozambique (Frelimo) dans sa lutte contre le joug portugais. Elle dirigea l'école de ce mouvement à partir de 1974 en Tanzanie. D'autres premières dames ont créé un parti politique comme Rosine Soglo,³¹ ou participé à sa création à l'instar de Adame Ba Konaré qui a été entraînée dans la politique par son conjoint, l'ancien président malien, et est membre fondateur de son parti, l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adema).³²

De plus en plus, les premières dames ou épouses de candidats à la présidence de la République participent à la campagne électorale. Au Sénégal, Viviane Wade, la femme du candidat de l'opposition, était mise en vedette lors de la campagne présidentielle de 2000. Au Cameroun, Chantal Biya était déjà en campagne avec son époux en 1997 et encore sur le terrain en 2004 pour « mobiliser les supporters du président candidat »³³. En février 2006 en Ouganda, M. Museveni était surtout entouré pendant sa campagne de son épouse Janet. Très charismatique et très éloquente, Janet Museveni a su haranguer les foules et mobiliser le peuple ougandais en faveur de son époux, au pouvoir depuis 1986 – et a gagné un siège au parlement à part entière.

La présence de la femme d'un homme politique auprès de lui, surtout lors de la proclamation des résultats des élections, revêt toujours une importance particulière pour cet acteur politique tant en cas de victoire que de défaite. Elle transforme comme le suggère Erving Goffman, « une partie de sa joie personnelle en une joie du couple, assurant ainsi qu'il n'a pas perdu la tête. Un homme politique, dans le cas inverse, montre de la même façon que la défaite ne l'a pas abattu »³⁴.

B – L'association à l'exercice et la conservation du pouvoir

Les premières dames s'associent à leurs époux-présidents pour l'exercice et la conservation du pouvoir par des actions et prises de position publiques ou par l'exercice d'une influence discrète mais efficace auprès de leurs époux au lieu de rester en retrait du champ

³¹ Outre sa fondation, Rosine Soglo a créé en 1992, la Renaissance du Bénin. Elle en a assumé un temps la présidence avant de la transmettre au chef de l'Etat, son conjoint. Elle est devenue vice-présidente de ce parti et à ce titre mène plusieurs activités politiques.

³² Elle déclara que : « quand je l'ai rencontré, j'avoue que je n'étais pas militante, alors que lui, à 18 ans, était déjà président d'associations, de syndicats... Il m'a entraînée dans sa mouvance politique », *Jeune Afrique* n°1881 du 22 au 28 janvier 1997, p. 25.

³³ *Divas* n°49 d'octobre 2004, p. 49.

³⁴ Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. 2 Les relations en public*, Paris, Les éditions de minuit, 1973, p. 218.



politique³⁵. Car elles savent combien leur présence est importante pour rassurer, consoler, encourager, inspirer ou conseiller. Elles peuvent également par des prises de position, surtout à travers les médias, défendre leurs époux ou leur politique et jouer d'autres rôles sur la scène politique nationale ou internationale.

En effet, dans certains pays africains, les premières dames participent au jeu politique par des actions publiques au sein du parti, du Parlement et du Gouvernement. Elles exercent des fonctions de direction au sein du parti présidentiel. C'est le cas de Chantal Biya qui est présidente d'honneur de l'Organisation des Femmes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (OFRDPC) depuis 1994. A ce titre, elle est très sollicitée par les militantes de ce parti³⁶. Elle milite bien évidemment dans ce parti en soutenant son époux tout en faisant remarquer qu'elle n'est pas le Président de la République³⁷. Les premières dames sont parfois députés comme Simone Gbagbo³⁸, Rosine Soglo³⁹, Winnie Mandela⁴⁰ et plus récemment Janet Museveni⁴¹ ; membres de Gouvernement comme Graça Machel et Winnie Mandela⁴².

La défense de la politique d'un chef d'Etat porte surtout sur l'un de ses aspects et varie assez selon les pays. Au Ghana, Nana Rawlings affirmait que « la réussite du pays viendra de l'unité nationale »⁴³, une priorité dans les discours de son époux ; tandis qu'au Cameroun, Chantal Biya admettait que « le renouveau national mène des efforts remarquables pour sortir la femme de sa situation de précarité et de vulnérabilité »⁴⁴. Au Mali, Adame Ba Konaré, allait plus loin et concevait l'exercice du pouvoir sous l'angle d'une espèce de combinaison entre elle et son époux-président, comme s'ils étaient investis pour la même tâche⁴⁵. La défense de la politique de l'époux peut aller jusqu'à la justification de son échec. C'est dans ce sens que Rosine Soglo déclara après la défaite de son époux, qu'ils sont parvenus à la fois trop vieux et trop jeunes au pouvoir⁴⁶.

³⁵ Il s'agit par exemple de Clémence Bare du Niger qui justifia ainsi sa position : "le contexte du Niger, pays africain et musulman, me l'imposait, rester en retrait ne présentait pas que des inconvénients. Cela me permettait de me protéger et de protéger mon mari", *Jeune Afrique/L'intelligent* n°2047 du 4 au 10 avril 2000, p. 23.

³⁶ Comme en témoigne cette rencontre avec sept délégations composées du Bureau national et des six sections du Mfoundi en mars 2001. A cette occasion, les participantes ont non seulement expliqué leurs activités mais aussi et surtout présenté leurs doléances à la première dame camerounaise.

³⁷ *Divas* n°21, septembre 2001, p. 36.

³⁸ En Côte-d'Ivoire, Simone E. Gbagbo, avant la victoire de son époux aux dernières élections présidentielles, était déjà député de la commune populaire d'Abobo. Elle ne compte pas mettre fin à sa carrière même devenue première dame. Elle est en même temps présidente du groupe FPI (Front Populaire Ivoirien, principale force parlementaire) après avoir été dans la précédente législative, vice-présidente de l'Assemblée.

³⁹ Au Bénin, Rosine Soglo est également parlementaire. Tête de liste de la Renaissance du Bénin à Cotonou, elle est élue en 1995. Elle admet que sa longévité politique est en partie liée au destin de son époux. Pour plus de détails sur ce point, voir *Jeune Afrique* n°1884 du 12 au 18 février 1997, p. 18.

⁴⁰ Winnie Mandela est investie de longue date dans la bataille politique. Présidente de la puissante Ligue des femmes de l'ANC depuis plusieurs années, elle est député et vice-présidente de l'Organisation des associations communautaires d'Afrique du Sud.

⁴¹ Janet Museveni a décidé de se présenter pour les législatives de février 2006 contre un député de l'opposition Augustine Ruzmidana en déclarant qu'elle était envoyée par Dieu pour représenter le peuple de Ruhaama au prochain Parlement. Elle a été élue.

⁴² Graça Machel a été Ministre de l'Education nationale de 1975 à 1986 et est parvenue à faire considérablement chuter le taux d'analphabétisme. Winnie Mandela a été nommée Vie-Ministre des Arts, de la Culture, des Sciences et des Technologies en 1994. Elle démissionne onze mois plus tard suite à des accusations de corruption.

⁴³ *L'autre Afrique* n°100, du 13 au 26 octobre 1999, p. 24.

⁴⁴ *Divas*, op. cit., p. 40.

⁴⁵ *Jeune Afrique* n°1881 du 22 au 28 janvier 1997, p. 24.

⁴⁶ *Jeune Afrique* n°1884 du 12 au 18 février 1997, p. 20.



La défense de la personne du chef de l'Etat consiste surtout à récuser les critiques contre lui. C'est à cela que s'est par exemple livrée Maryam Abacha, en réfutant les critiques dont son époux faisait l'objet à l'étranger.⁴⁷ Un autre aspect dans la défense du président consiste à exiger justice surtout après son assassinat comme le fait Clémence Baré du Niger depuis 1999⁴⁸. La plupart des premières dames exercent auprès de leurs époux une certaine influence en devenant leurs conseillères privées. Ouvertement ou dans l'ombre, elles sont parfois parmi les proches conseillers de leurs conjoints dans l'exercice de leurs fonctions⁴⁹. Elles sont souvent bien écoutées telle que Mme Diori Hamani du Niger⁵⁰. Rosine Soglo perçoit d'ailleurs ce rôle comme un droit qu'elle exerce à merveille⁵¹. Adame Ba Konaré ne nia pas l'existence de cet aspect de ses relations avec son époux⁵². Il en est de même de Clémence Baré, dont on rapporte qu'elle ne cessait d'attirer en vain l'attention de son époux sur le fait qu'il devait faire plus attention⁵³.

En plus du rôle de conseillères, une certaine catégorie de la population peut exploiter le canal de l'association caritative d'une première dame pour avoir accès au Président. Ainsi, lors de la tournée des membres du Cercle des Amis du Cameroun (CERAC) de Chantal Biya à l'Ouest du Cameroun en 2000, les femmes de cette province ont exploité cette occasion non seulement pour manifester leur attachement au chef de l'Etat, mais aussi et surtout pour lui présenter leurs doléances à travers son épouse⁵⁴. Aussi, afin d'éviter la bureaucratie ministérielle, certaines personnes passent par la première dame pour faire avancer leurs dossiers, à l'instar de Elisabeth Diouf qui recevait les étudiants et mères de famille en particulier⁵⁵.

Cette influence des premières dames à travers le rôle de conseillères ou de courroies de transmission est double. Tout d'abord, elle contribue non seulement à leur adulation par une bonne partie de la population, mais aussi et surtout à leur diabolisation par l'opposition – comme en Côte-d'Ivoire où Henriette Konan Bedié fut considérée par un responsable d'une formation d'opposition comme « un de nos plus dangereux adversaires politiques »⁵⁶. Car sa popularité était une des pièces maîtresses de la stratégie de campagne de son conjoint. Dans l'entourage présidentiel, on la crédait aussi d'avoir un clan très influent, le clan d'Aboisso⁵⁷. Adame Ba Konaré a dénoncé cette « diabolisation » dont elles sont trop souvent victimes en affirmant qu'« il ne faut pas exagérer »⁵⁸. Ensuite, elle peut décourager la participation populaire à la vie politique dans la mesure où elle est de nature à mettre entre parenthèses les mécanismes formels de gestion transparente du pouvoir, à travers la construction des relations de clientèle et des cercles d'influence composés de membres de la famille proche ou élargie ainsi que d'amis⁵⁹, le

⁴⁷ Interview de Mme ABACHA, dans *Jeune Afrique* n°1899 du 28 mai au 3 juin 1997, p. 22.

⁴⁸ *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n°2047 du 4 au 10 avril 2000, p. 21.

⁴⁹ Adame Ba Konaré l'affirme : « L'homme n'est rien sans la femme. Si toi, tu veux, le président le voudra aussi. C'est toi la mère de la Nation. » *Jeune Afrique* n°1881 du 22 au 28 janvier 1997, p. 24.

⁵⁰ Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard, tome II, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997, p. 134.

⁵¹ *Jeune Afrique* n°1884 du 12 au 18 février 1997, p. 19.

⁵² Interview de Mme Adame Ba KONARE, dans *L'autre Afrique* n°100, du 13 au 26 octobre 1999, p. 26.

⁵³ *Jeune Afrique/L'Intelligent* n°2047 du 4 au 10 avril 2000., p. 22.

⁵⁴ *Jeune Afrique Economie* n°307 du 17 au 30 avril 2000, p. 80.

⁵⁵ *L'autre Afrique* n°100 du 13 au 26 octobre 1999, p. 27.

⁵⁶ *L'autre Afrique* n°100 du 13 au 26 octobre 1999, p. 27.

⁵⁷ *L'Autre Afrique* n°100 du 13 au 26 octobre 1999., p. 27.

⁵⁸ Voir *Jeune Afrique* n°1881 du 22 au 28 janvier 1997, pp. 24-25.

⁵⁹ Simone Gbagbo par exemple, garde une capacité certaine : faire entrer ses amis dans la sphère du Président. Ainsi de Clotilde Ohouochi, l'une des Ivoiriennes aujourd'hui les plus introduites au Palais, du fait de ses affinités avec la première dame. Nommée ministre de la Solidarité et de la Sécurité sociale, elle est une « amie », une « personne de confiance » qui a en charge l'un des projets politiques auxquels le président tient particulièrement : l'assurance maladie universelle. *Jeune Afrique/L'Intelligent* n°2212 du 1^{er} au 7 juin 2003, p. 93.

« clan de Madame » ou « le clan de la Présidente »⁶⁰. Autant de facteurs qui concourent à la mise en place de ce que François Médard appelait l'Etat patrimonial en Afrique⁶¹.

Certaines premières dames jouent d'autres rôles sur la scène politique nationale ou internationale. Il s'agit par exemple de Graça Machel qui, particulièrement déterminée à oeuvrer pour la paix dans un pays déchiré par les conflits, va jouer un rôle efficace de médiatrice dans la réconciliation nationale, exigeant notamment que l'on mette fin à l'impunité pour les crimes de guerre commis à l'encontre des femmes et des enfants.

III – CONCLUSION

En conclusion, nous pouvons admettre que la plupart des premières dames africaines participent effectivement au jeu politique de leurs pays⁶². Même si aucune norme ne précise leur position ainsi que leurs modalités de prise de position et d'action, elles demeurent très actives dans certains pays africains. Elles se consacrent à des activités caritatives exclusivement pour les unes et en plus de cela, aux activités explicitement politiques pour les autres. Toutes ces actions revêtant une dimension politique.

En effet, les activités caritatives engagent un point de vue politique neutralisé et conduisent finalement, par-delà leur dimension sociale avérée, à faire correspondre la posture du bienfaiteur et celle du politique ; étant donné que faire de la politique c'est évidemment être bienfaiteur et humaniste, surtout en Afrique. Ceci d'autant plus que ces actions sont inscrites dans des contextes de luttes politiques dans lesquelles sont engagés les époux. Nous sommes loin de tout savoir des relations étroites qui existent entre l'autonomisation d'une activité sociale de l'épouse et l'autonomisation de l'activité proprement politique des hommes de pouvoir. Il reste que chacune de ces activités n'existerait pas l'une sans l'autre. On le voit dans toutes les conjonctures où les hommes de pouvoir, en quête de ressources de légitimation dans les luttes qui les opposent à leurs adversaires, ont recours au service de leurs épouses. En contrepartie, celles-ci profitent de l'occasion pour défendre leurs enjeux propres (la construction pratique de leur position ou de leur propre carrière politique par exemple). C'est en quelque sorte un partage collusif des tâches bien pensé et bien maîtrisé. On peut ainsi comprendre à partir de l'observation que leurs activités sont le produit d'une transaction entre les enjeux des hommes politiques liés à la défense des mécanismes de dévolution des positions de pouvoir, et les enjeux liés à l'affirmation de la qualité de première dame. L'époux qui ambitionne de conquérir ou de demeurer encore au pouvoir, avance derrière son épouse. C'est elle qui parle, promet et vend à sa place. On mettra en avant et toujours en avant ses œuvres sociales pour solliciter des voix. En somme, ces actions sont des ressources pour des conquêtes politiques : l'efficacité de la ressource que sont les actions sociales résulte de la dissimulation des intérêts qui y sont investis. En s'abritant derrière la misère des peuples, les premières dames tendent à camoufler les enjeux de politique interne liés à leurs actions. Le masque tombe finalement lorsqu'elles deviennent des

⁶⁰ Sage (A), op. cit., p. 54.

⁶¹ Pour plus de détails sur cette notion, voir MEDARD Jean-François (dir), *Etats d'Afrique : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.

⁶² Il s'agit surtout des pays d'Afrique sub-saharienne. Dans les pays d'Afrique du Nord, les premières dames sont plus discrètes du fait de la coutume et de la religion. Au Maroc par exemple, les épouses royales, cantonnées au rôle de "mères des princes" n'apparaissent jamais en public. Mais depuis le mariage de Salma Bennani avec le Roi Mohammed VI au mois de juillet 2002, une évolution est en vue dans la mesure où celle-ci est devenue "Altesse Royale", une distinction accordée pour la première fois à l'épouse d'un souverain marocain et qui présage d'un rôle actif dans la vie publique de l'Etat. Cette évolution est ressentie aussi dans d'autres pays de cette région du continent à l'instar de l'Egypte où la première dame a été représentée lors de la première conférence de Synergies africaines contre le sida et les souffrances organisée à Yaoundé par Mme Chantal Biya au mois de novembre 2002.



acteurs politiques confirmés, partenaires de leurs époux dans la conquête et la conservation du pouvoir à travers leurs activités purement politiques.

Leurs actions et interactions se situent en effet d'emblée dans un marché en situation de concurrence où celles qui s'engagent ouvertement dans les activités politiques se posent très souvent en partenaires de leurs époux. La plupart vivent dans la crainte d'un mot ou d'une attitude qui puisse desservir leurs conjoints. Bref, elles deviennent la propriété publique et l'extension des hommes publics qu'elles ont épousés, simples prolongements, purs accessoires. Cette « secondarisation » a pris plus d'ampleur depuis l'amorce des processus démocratiques en Afrique en 1990. Car dans un contexte de compétitivité politique accrue, il est toujours prudent pour certains dirigeants, de maximiser leurs chances de conservation du pouvoir même par le truchement de leurs épouses.

Pour certaines premières dames, l'accession de leurs époux au pouvoir n'est qu'un des moments de leur vie politique. Graça Machel et Winnie Mandela font partie de ce registre. Elles ont été très tôt politisées par leur engagement dans les luttes de libération nationale ou anti-apartheid qui font d'elles des figures politiques à part entière, des icônes dans leurs pays et ailleurs. Leur rencontre puis leur mariage avec un leader politique n'ont fait que renforcer une prise de conscience préexistante fondée sur leurs aptitudes et compétences. N'étant plus premières dames, elles entendent bien poursuivre leur carrière politique. Si cette option semble sourire à Graça qui continue à être en activité dans des initiatives de reconstruction et de développement du Mozambique, le personnage controversé de Winnie est plutôt agaçant. Car ses démêlés avec le fisc, ses ennuis à répétition avec la justice, son absentéisme rédhibitoire au Parlement, sa démission du Gouvernement et son divorce avec son époux, écornent un peu plus l'image de l'héroïne de la lutte anti-apartheid. En tout cas, une nouvelle génération d'épouses de chefs d'Etat et une nouvelle fonction (un nouveau métier?) sont en train d'émerger dans la plupart des pays africains où les acteurs principaux du jeu politique, en déficit de crédibilité, font entrer leurs conjointes dans l'arène. Cette mutation du rôle des premières dames participe d'un mouvement plus vaste et général d'émancipation politique des femmes – illustrée d'une manière forte par l'élection en 2005 de Madame Ellen Johnson Sirleaf au Libéria, la première femme à occuper ce poste en Afrique.